

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 21 DÉCEMBRE 2010

DINSDAG 21 DECEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 13 sous la présidence de M. Peter Logghe.

01 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le test climat" (n° 1214)

01.01 Peter Logghe (VB): Selon le cabinet d'étude britannique Maplecroft, la Belgique se classe en huitième position sur la liste des plus gros émetteurs mondiaux. Le rapport *Climate Policy Tracker* du World Wildlife Fund est également négatif pour notre pays.

Le ministre reproche à ce rapport une certaine partialité, notamment parce qu'il ne tient pas compte du système de bonus-malus pour les voitures. Quel est le lien? Le rapport critique également le fait que la Belgique ne taxe pas suffisamment les bénéfices du secteur nucléaire – nous prélevons une taxe nucléaire de 250 millions – et dénonce sa structure étatique complexe et la répartition inégale des compétences. Qu'en pense le ministre?

01.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): En ce qui concerne l'émission des gaz à effet de serre, il existe de nombreux classements qui tiennent souvent compte de facteurs différents. Le rapport du Fonds mondial pour la nature entend évaluer la fiabilité des mesures politiques dans l'UE afin d'identifier les plus efficaces. Ce nouvel outil est améliorable. L'auteur du rapport est ouvert à tous les commentaires objectifs.

Dans l'évaluation de la Belgique, il n'a pas encore été tenu compte des mesures approuvées ni des structures de coordination existantes comme la Commission nationale climat. Le classement peut s'en trouver influencé.

J'ai été le premier à introduire une taxation sur la production d'électricité d'origine nucléaire. Plusieurs dispositions légales feront en sorte que les producteurs d'électricité paient cette année une contribution de 250 millions d'euros.

Le Fonds mondial pour la nature pointe, à raison, le manque d'harmonisation de la politique. Je m'attellerai à une loi sur le climat visant à renforcer la complémentarité entre les lignes de politiques régionales et fédérales. À cause de la chute du gouvernement, je n'ai pas pu mener ce projet à bien.

01.03 Peter Logghe (VB): Quel est le rapport entre le système du bonus/malus utilisé pour les assurances auto et le test climat?

01.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le système du bonus/malus appliqué en cas d'achat de voiture "propre" a un effet positif sur les émissions.

01.05 Peter Logghe (VB): Nous ne résoudrons pas le problème posé par la complexité de notre État

fédéral en adoptant une loi climat fédérale.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **Mme Rita De Bont** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la répartition des tâches à Cancún" (n° 1249)
- **M. Joseph George** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la délégation belge au Sommet de Cancún" (n° 1346)
- **Mme Rita De Bont** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le coût de la participation belge au sommet sur les changements climatiques de Cancún" (n° 1576)

02.01 Joseph George (cdH): Comment se sont déroulées les discussions à Cancún, où il vous appartenait de porter les préoccupations de notre pays et où s'est rendue une importante délégation, faisant fi du réchauffement climatique?

02.02 Rita De Bont (VB): Si les instances européennes ne parlent que d'une seule voix à Cancún, pourquoi fallait-il qu'une délégation belge aussi nombreuse se rende sur place? Qui supportera tous ces coûts, notamment les compensations éventuelles des importantes émissions de CO₂ engendrées par un tel déplacement?

02.03 Paul Magnette, ministre (*en français*): La collaboration a été très bonne. D'après l'accord avec les Régions, c'était à la Région flamande d'assumer la présidence de Conseil européen. J'ai assuré la direction de la délégation belge et la représentation de la Belgique, l'un n'empêchant pas l'autre.

Nous avons une réunion de la délégation belge tous les matins, puis une réunion de la délégation européenne, au cours desquelles nous nous répartissons le travail. Je me suis concentré sur les pays africains, les pays les moins développés, les petites îles et un certain nombre d'autres réunions bilatérales entre les réunions plénières, les coordinations belges et les coordinations européennes.

Il est impossible de savoir qui des experts est fédéral, flamand, wallon ou bruxellois; s'il travaille pour la Belgique ou pour la présidence: ils se répartissent le travail. Sur le plan international, toutes les entités travaillent ensemble dans un esprit constructif.

(*En néerlandais*) Concernant le coût pour le gouvernement fédéral, je préfère répondre par écrit. Je ne puis rien vous dire à propos des coûts pour les Régions, les ONG et les syndicats.

02.04 Rita De Bont (VB): Je réitérerai donc ma deuxième question par écrit.

L'incident est clos.

03 Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la proposition de la Commission européenne concernant l'interdiction de certains projets MDP" (n° 1348)

03.01 Joseph George (cdH): La commissaire en charge du Climat a demandé à l'Union européenne d'interdire le commerce des crédits liés au mécanisme de développement propre (MDP) à compter du 1^{er} janvier 2013.

D'après elle, la nature lucrative des projets liés au HFC 23 décourage les pays de s'engager dans d'autres actions pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. La Commission européenne estime que les revenus tirés de la vente des crédits d'émissions par le biais du système européen ETS sont 78 fois supérieurs à l'investissement initial.

Que pensez-vous de la proposition de la commissaire européenne? Soutenez-vous cette proposition? Comment allons-nous concrétiser ce soutien?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La commissaire européenne propose en effet d'exclure l'utilisation des crédits de projets HFC 23 et de projets N₂O dans la production d'acides adipiques du SCEQE à partir du 1^{er} janvier 2013.

Il s'agit d'une bonne mesure pour aborder un problème réel du marché du carbone, à savoir la production non durable de ce type de crédits. Ces projets représentent seulement 0,34 % de tous les projets MDP enregistrés mais ils représentent 70 % des crédits carbone déjà générés. Ces projets sont tellement lucratifs que des projets plus durables sont pénalisés et que, plus grave, certains pays auraient émis ces gaz uniquement pour pouvoir les supprimer ensuite.

Cette situation, les projets MDP sont principalement localisés en Inde et en Chine, empêche de dégager des fonds pour des pays qui en auraient plus besoin encore.

La Belgique n'a jamais acheté ce type de projets.

Dès lors, la proposition de la commissaire Hedegaard permettrait d'amener la politique européenne d'achat de crédits à un niveau d'exigence aussi élevé que celui que nous nous sommes fixé en Belgique.

03.03 Joseph George (cdH): Nous devons effectivement trouver des partenaires en Europe pour mener une telle politique.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est suspendue de 10 h 29 à 11 h 27.

Président: Jan Jambon.

04 Question de Mme Katrin Jadin à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation des gens du voyage en Belgique" (n° 396)

04.01 Katrin Jadin (MR): Même si la vie en caravane reste culturellement importante, les gens du voyage souhaitent disposer de davantage de structures d'accueil où s'installer plus durablement.

Le gouvernement prévoit-il d'introduire une législation, inexistante actuellement, concernant les droits des gens du voyage ou d'appliquer la Charte sociale européenne? Dans quelle mesure le gouvernement peut-il recommander aux communes de devenir plus proactives en cette matière?

04.02 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Dans le cadre des Assises de l'Interculturalité, le collège des experts recommande aux autorités de tutelle d'inciter les villes et communes à mettre davantage de terrains à disposition des gens du voyage et que les caravanes soient reconnues comme des logements à part entière. Il s'agit de matières régionales. Ils demandent aussi qu'on apporte des nuances dans le texte de la loi Napoléon sur le stationnement.

Au niveau du gouvernement fédéral, il serait intéressant d'avoir une sorte de représentation de la communauté rom et des gens du voyage afin d'identifier des interlocuteurs, principalement pour les matières communautaires et régionales.

En matière d'égalité des chances, le Centre pour l'égalité des chances peut recevoir des plaintes et faire des recommandations. Ce Centre deviendra interfédéral.

L'incident est clos.

Présidente: Sarah Smeyers.

05 Questions jointes de

- M. Jan Jambon à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les Assises de l'Interculturalité" (n° 926)
- M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les Assises de l'Interculturalité" (n° 1146)
- Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les recommandations des Assises de l'Interculturalité" (n° 1305)

05.01 Jan Jambon (N-VA): Le *Forum der Joodse Organisaties* n'a pas été invité aux Assises de l'Interculturalité. La ministre lui présentera-t-elle ses excuses publiquement à la suite de ce couac qui ôte toute sa valeur au rapport final des Assises? Un motif particulier justifiait-il de ne pas entendre le point de vue du Forum? Quel jugement la ministre porte-t-elle aujourd'hui sur les conclusions de ces Assises de l'Interculturalité? Envisage-t-elle de faire une sorte de mise au point?

05.02 Daniel Bacquelaine (MR): Les Assises de l'Interculturalité abordent des sujets très importants qu'il s'agisse du vivre ensemble ou de notre modèle de société. Les Assises ont cependant mis en exergue une vision communautariste qui tend à replacer la religion comme un élément déterminant de la vie sociale et publique. Le concept de minorités "ethniques culturelles et/ou religieuses" pose notamment question: comment en effet envisager le devenir d'une société qui se développerait davantage sur la base des convictions religieuses des gens dans la sphère publique plutôt que sur la base d'un socle de valeurs communes et de valeurs universelles permettant l'intégration du plus grand nombre?

Quelle suite réserverez-vous donc aux conclusions des Assises de l'Interculturalité?

05.03 Rita De Bont (VB): Le rapport final des Assises de l'Interculturalité suscite chez beaucoup de gens une réaction de désapprobation. À en croire sa présidente, Mme Marie-Claire Foblets, ce rapport est le reflet de l'opinion publique – en réalité, celle de la minorité – et contient des propositions radicales – radicales pour la majorité, s'entend. Il ne s'agit heureusement que d'avis ayant essentiellement trait aux domaines politiques qui sont de la compétence des Régions et des Communautés.

La ministre traduira-t-elle vraiment en loi la seule de ces propositions qui a trait à une compétence fédérale puisqu'elle concerne les dix jours fériés légaux? Les entreprises estiment que prévoir des jours fériés fluctuants ne va pas de soi du tout. En particulier, le tourisme au littoral ne voit pas d'un bon œil la suppression de certains jours fériés car ces jours de grande affluence représentent pour ce secteur un chiffre d'affaires quotidien de 6,8 millions d'euros. La ministre s'est-elle déjà mise en rapport avec les entreprises et le secteur touristique? L'instauration de telles mesures n'engendrera-t-elle pas une polarisation au lieu d'une intégration?

05.04 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Les Assises de l'Interculturalité ont été lancées à l'initiative du gouvernement fédéral dans son ensemble. Le comité de pilotage était composé de manière pluraliste et équilibrée et a pu travailler en toute indépendance. Je n'ai pas été associée aux débats sur les recommandations, mais j'ai pu consulter le rapport quatre jours plus tôt. Le rôle de mon cabinet se limitait strictement au soutien logistique des réunions.

Il est évident que la communauté juive était représentée au sein du comité de pilotage, notamment en la personne du grand rabbin Albert Guigui.

La représentation des Juifs au comité de pilotage était effectivement uniquement francophone, comme celle des musulmans était uniquement néerlandophone, en la personne de M. Farid El Machoud.

Le 19 novembre dernier, j'ai reçu plusieurs représentants de la communauté juive pour écouter leurs griefs. J'ai souligné que, bien que les notions légales de génocide et de négationnisme doivent effectivement être élargies à d'autres cas à l'avenir, comme le propose le comité de pilotage, il n'est pas opportun de supprimer dans la loi la référence spécifique au génocide commis par le régime nazi allemand.

Je répète ici par ailleurs mon souhait que lors de la formation du prochain gouvernement, un conseil consultatif interfédéral de la diversité, représentatif des différentes sensibilités et origines, soit mis en place.

(En français) Le rapport contient des propositions intéressantes en matière d'emploi et en matière scolaire notamment. Je ne partage cependant pas, par exemple, les idées en matière de congés, ni les recommandations sur la suppression de la référence.

Considérer ce rapport, adopté à l'unanimité, comme communautariste, me semble dès lors un raccourci déshonorant pour les membres du comité, qui était aussi composé de représentants du monde laïque et de professeurs d'université reconnus

Ce rapport s'adresse à la société, aux différents niveaux de pouvoir, aux médias, aux écoles, aux acteurs de la société. Le gouvernement en a pris acte et l'a transmis pour information aux autres niveaux de pouvoir, qui en feront ce qu'ils voudront. Cela s'est fait à d'autres occasions, pourquoi cela serait-il davantage communautaire cette fois-ci?

(En néerlandais) En ce qui concerne les jours fériés légaux, je plaide pour une proposition beaucoup plus restreinte que celle qui a été lancée par la table ronde. Le CNT se penchera sur la question mais il ne se fondera aucunement sur la proposition de la table ronde, car celle-ci n'est pas réalisable dans la pratique.

05.05 Jan Jambon (N-VA): Les Juifs et les musulmans sont bel et bien demandeurs d'une représentation communautaire paritaire. Il s'agit d'une question délicate pour eux aussi, ce qui montre qu'ils sont déjà bien intégrés sur ce plan.

Je me réjouis d'entendre la ministre dire que le gouvernement n'approuve pas toutes les conclusions de cette table ronde. Notre parti considère aussi que certaines recommandations seulement doivent être élevées au rang de mesures stratégiques.

05.06 Daniel Bacquelaîne (MR): Je pose un diagnostic quant à la façon dont ce document est arrivé à maturité. Il est loin de refléter l'ensemble des considérations philosophiques et politiques. Beaucoup ont quitté le groupe de travail et ont critiqué vivement ce document en avançant des arguments tout à fait corrects.

La vision très communautariste de ce rapport n'a pas échappé à un grand nombre d'intellectuels qui se sont exprimés sur le sujet. Considérer qu'il s'agit d'une caricature, c'est avoir une lecture très superficielle de ce document. Je me réjouis que vous considériez que chacun peut faire ce qu'il veut de ce document et que vous n'y donnerez pas suite. C'est rassurant dans la mesure où il s'agit de toute une série de visions et notamment de la définition du nouveau concept de minorité "ethnique, culturelle et/ou religieuse". Il est ici question d'un concept dévastateur. Cela fige la religion dans un fait définitif et incontournable dans toute l'organisation sociale et publique. Or la religion est un fait privé. Associer à des éléments factuels, comme l'ethnie et la culture, un élément personnel et convictionnel qu'est la religion, c'est dévastateur.

05.07 Joëlle Milquet, ministre *(en français)*: Arrêtons de dire que la religion est un fait privé. Il s'agit, bien entendu, d'un libre choix. Mais l'État organise et finance les cultes. Prétendre qu'il n'y a pas de lien avec le champ public, c'est ne pas savoir dans quel État on vit. On s'inscrit ici dans un système de neutralité et non de laïcité.

Arrêtons de faire semblant et de dire que le phénomène religieux est confiné dans la sphère privée. Ce n'est pas parce que d'aucuns parlent de cultes qu'aborder cette question relève du communautarisme: la réponse ne peut jamais être communautariste.

05.08 Daniel Bacquelaine (MR): Certes, mais le rapport des Assises ne fait pratiquement aucune référence aux valeurs universelles, comme l'égalité de l'homme et de la femme, qui est présentée comme une valeur discutable. C'est extrêmement grave. D'accord la religion est un fait majeur mais vouloir lutter contre des discriminations en imposant des quotas prenant en compte le fait religieux, c'est inacceptable.

05.09 Joëlle Milquet, ministre (*en français*): Vous avez mal lu. En matière d'emploi, il s'agit de lutter contre la discrimination qui lèse les groupes d'origine étrangère.

05.10 Daniel Bacquelaine (MR): Il faut relire le rapport alors!

05.11 Rita De Bont (VB): Je me réjouis également de ce que la ministre ne soit pas favorable au régime proposé en ce qui concerne les jours fériés légaux. La circonspection est de mise à l'égard des conclusions d'une réunion qui s'inscrivent en porte-à-faux avec les valeurs essentielles de notre société. L'obligation pour les nouveaux arrivants de s'intégrer dans notre société doit demeurer le point de départ. Une culture qui ne se respecte pas ne peut imposer le respect ou l'intégration à autrui. Les recommandations ne contribueront certainement pas à une cohabitation harmonieuse, ce qui constituait tout de même l'objectif principal.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la proposition visant à héberger les demandeurs d'asile dans des centres de vacances de syndicats et de mutualités" (n° 1438)

06.01 Sarah Smeyers (N-VA): La politique en matière d'asile est un échec et c'est pourquoi des milliers de personnes se retrouvent dans la rue. La ministre a proposé d'héberger les demandeurs d'asile dans les centres de vacances des syndicats et des mutuelles. Cette solution ne portera-t-elle pas préjudice aux familles belges qui souhaitent y passer leurs vacances? Cela ne créera-t-il pas un effet d'aspiration supplémentaire pour les demandeurs d'asile? Une concertation a-t-elle déjà eu lieu avec les gestionnaires de ces domaines?

06.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit en fait de la compétence du secrétaire d'État Courard.

Le centre de vacances de Borzée a déjà été désigné pour ce type d'accueil. Ce centre était fermé et quelque 500 places y sont disponibles.

J'estime qu'il est justifié de chercher des places d'accueil dans les centres de vacances, étant donné que ce type de centres gérés par les syndicats et les mutuelles est subsidié par de l'argent public. C'est la raison pour laquelle j'ai soumis cette idée au gouvernement.

06.03 Sarah Smeyers (N-VA): Il serait préférable d'adopter une approche structurelle face au problème de l'asile car la solution ne réside pas dans la simple création de places supplémentaires.

06.04 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Le projet de loi portant des dispositions diverses inclut des mesures visant à raccourcir la procédure.

06.05 Sarah Smeyers (N-VA): C'est un pas dans la bonne direction, mais c'est bien trop peu.

06.06 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Pour faire davantage, il faudra un nouveau gouvernement.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 04.

De vergadering wordt geopend om 10.13 uur en voorgezeten door de heer Peter Logghe.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de klimaatattest" (nr. 1214)

01.01 Peter Logghe (VB): België staat op de achtste plaats op de lijst van de grootste uitstoters van de wereld, aldus de Britse onderzoeksgroep Maplecroft. Het rapport van de *Climate Policy Tracker* van het Wereld Natuur Fonds is ook negatief voor ons land.

De minister verwijt het rapport een zekere eenzijdigheid, omdat het onder meer geen rekening houdt met het bonus-malussysteem voor auto's. Wat is het verband? In het rapport is er ook kritiek op het feit dat België de winsten van de nucleaire sector niet beter belast – wij zitten met een nucleaire taks van 250 miljoen – en op de complexe staatsstructuur en de ongelijke bevoegdheidsverdelingen. Wat is de mening van de minister?

01.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Er bestaan talrijke rangschikkingen op het vlak van broeikasgassenemissie en die baseren zich vaak op verschillende factoren. Het rapport van het Wereld Natuur Fonds wil de degelijkheid van de beleidsmaatregelen in de EU beoordelen om zo na te gaan wat de meest efficiënte maatregelen zijn. Het gaat om een nieuwe tool, die nog voor verbetering vatbaar is. De auteur van het rapport staat open voor alle objectieve commentaren.

Bij de beoordeling van België werd nog geen rekening gehouden met goedgekeurde maatregelen of bestaande coördinatiestructuren als de Nationale Klimaatcommissie. Dit kan de rangschikking nog beïnvloeden.

Ik was de eerste om een belasting op elektriciteitsproductie van nucleaire oorsprong in te voeren. Diverse wetgevende bepalingen zullen ervoor zorgen dat de elektriciteitsproducenten dit jaar een bijdrage van 250 miljoen euro betalen.

Het Wereld Natuur Fonds wijst terecht op het gebrek aan harmonisering van het beleid. Ik wil werk maken van een klimaatwet die streeft naar een versterking van de complementariteit tussen de regionale en de federale beleidslijnen. Door de val van de regering heb ik dat project niet kunnen voltooien.

01.03 Peter Logghe (VB): Wat is het verband tussen het bonus-malussysteem voor auto's en de klimaatattest?

01.04 Minister Paul Magnette (Nederlands): Een bonus-malussysteem voor het kopen van een 'schone' auto heeft een positieve impact op de emissie.

01.05 Peter Logghe (VB): De complexe federale structuur zal niet verdwijnen met een federale klimaatwet.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "de verdeling van de taken in Cancún" (nr. 1249)
- de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "de Belgische delegatie op de top in Cancún" (nr. 1346)
- mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "de kostprijs van de Belgische deelname aan de klimaatconferentie te Cancún" (nr. 1576)

02.01 Joseph George (cdH): Hoe zijn de besprekingen in Cancún verlopen? U vertegenwoordigde ons land op die klimaatconferentie. Er was trouwens een grote delegatie naar Cancún afgereisd, wat voor het tegengaan van de opwarming van de aarde niet meteen een goede zaak zal zijn geweest.

02.02 Rita De Bont (VB): Als Europa in Cancún toch met één stem spreekt, waarom was er dan nog zo'n grote delegatie van België apart nodig? Wie draagt al die kosten, ook eventueel de compensaties voor de grote CO₂-uitstoot die met zo een expeditie samenhangt?

02.03 Minister Paul Magnette (Frans): De samenwerking is bijzonder goed verlopen. Overeenkomstig het

akkoord met de Gewesten, was het de beurt aan het Vlaams Gewest om de Europese Milieuraad voor te zitten. Ik heb de Belgische delegatie geleid en België vertegenwoordigd; het een sluit het ander immers niet uit.

Elke ochtend kwam eerst de Belgische delegatie bijeen en vervolgens de Europese en tijdens die vergaderingen werd het werk verdeeld. Ik heb mij geconcentreerd op de Afrikaanse landen, de minst ontwikkelde landen, de kleine eilanden en een aantal andere bilaterale vergaderingen die tussen de plenaire vergaderingen door plaats hadden, de Belgische coördinatie en de Europese coördinatie.

Het is onmogelijk om uit te maken wie van de deskundigen van het federaal, Vlaams, Waals of Brussels niveau komt en of hij of zij voor België of het EU-voorzitterschap werkt: ze verdelen het werk onderling. Op internationaal vlak werken alle entiteiten constructief samen.

(Nederlands) Over de kostprijs voor de federale regering geef ik liever een schriftelijk antwoord. Over de kosten voor de Gewesten, de ngo's en de vakbonden kan ik niets zeggen.

02.04 Rita De Bont (VB): Ik zal mijn tweede vraag dus schriftelijk herhalen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "het voorstel van de Europese Commissie met betrekking tot het verbieden van bepaalde CDM-projecten" (nr. 1348)

03.01 Joseph George (cdH): De klimaatcommissaris heeft de Europese Unie gevraagd de handel in CDM-kredieten (*Clean Development Mechanism*) vanaf 1 januari 2013 te verbieden.

Volgens haar zijn de HFC-23-projecten zodanig lucratief dat landen niet meteen geneigd zijn andere initiatieven te nemen die hun broeikasgasuitstoot kunnen verminderen. De Europese Commissie heeft becijferd dat de inkomsten uit de verkoop van emissiekredieten via het Europese ETS-systeem 78 keer hoger zijn dan de oorspronkelijke investering.

Wat vindt u van het voorstel van de eurocommissaris? Onderschrijft u dat voorstel? Hoe zullen we die steun concreet vorm geven?

03.02 Minister Paul Magnette (Frans): De eurocommissaris stelt inderdaad voor het gebruik van kredieten voor HFC-23-projecten en N₂O-projecten bij de productie van adipinezuur met ingang van 1 januari 2013 uit het ETS-systeem uit te sluiten.

Met die maatregel kan een reëel probleem waarmee de koolstofmarkt te kampen heeft, worden opgelost: de niet-duurzame productie van zulke kredieten. Terwijl die projecten immers slechts 0,34 procent van alle geregistreerde CDM-projecten vertegenwoordigen, nemen ze niet minder dan 70 procent van de reeds gegenereerde koolstofkredieten voor hun rekening. Ze zijn zodanig lucratief dat duurzamer projecten in de verdrukking komen en, wat nog erger is, dat sommige landen die gassen alleen maar uitstoten om ze vervolgens te kunnen elimineren.

Die situatie – de CDM-projecten bevinden zich vooral in India en China – maakt dat er geen kredieten kunnen worden uitgetrokken voor landen die ze nog beter zouden kunnen gebruiken.

België heeft nooit zulke projecten aangekocht.

Met het voorstel van commissaris Hedegaard zou de lat voor het Europese beleid inzake de aankoop van kredieten dan ook even hoog kunnen gelegd worden als in België.

03.03 Joseph George (cdH): We moeten inderdaad partners vinden in Europa, om dat beleid gestalte te geven.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt geschorst van 10.29 uur tot 11.27 uur.

Voorzitter: Jan Jambon.

04 **Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de situatie van de woonwagenbewoners in België" (nr. 396)**

04.01 **Katrin Jadin (MR):** Hoewel het nomadisch bestaan uit een cultureel oogpunt belangrijk blijft, verlangen de woonwagenbewoners ook naar meer opvangstructuren om zich gedurende langere tijd ergens te vestigen.

Is de regering van plan om de rechten van de woonwagenbewoners wettelijk te verankeren? Dat is vooralsnog immers niet het geval. Of is ze van plan om het Europees Sociaal Handvest toe te passen? Kan de regering een aanbeveling richten aan de gemeenten om in dit verband proactiever op te treden?

04.02 **Minister Joëlle Milquet (Frans):** In het kader van de Rondetafels van de Interculturaliteit formuleerden de experts van het Verslagcomité een aantal aanbevelingen. Zo zouden de toezichthoudende overheden de steden en gemeenten ertoe moeten aanmanen meer terreinen ter beschikking te stellen van de woonwagenbewoners, en zouden woonwagens moeten worden erkend als volwaardige woning. Die aanbevelingen betreffen gewestmateries. De experts vragen ook dat de bepalingen van de napoleontische wet op het tijdelijke verblijf genuanceerder zouden worden omschreven.

Het zou interessant zijn dat er op federaal vlak een soort vertegenwoordiging van de Romagemeenschap en de woonwagenbewoners in het leven wordt geroepen, teneinde over een aanspreekpunt te beschikken, in de eerste plaats voor gewest- en gemeenschapsmateries.

Met betrekking tot gelijke kansen kan het Centrum voor Gelijkheid van Kansen klachten registreren en aanbevelingen formuleren. Dat Centrum zal een interfederale instelling worden.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Sarah Smeyers.

05 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Jan Jambon aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de Rondetafels van de Interculturaliteit" (nr. 926)
- de heer Daniel Bacquelaine aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de Rondetafels van de Interculturaliteit" (nr. 1146)
- mevrouw Rita De Bont aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de aanbevelingen van de Rondetafels van de Interculturaliteit" (nr. 1305)

05.01 **Jan Jambon (N-VA):** Op de Rondetafel van de Interculturaliteit werd het Forum der Joodse Organisaties niet uitgenodigd. Zal de minister zich publiek excuseren voor deze flater die het slotrapport volledig devalueert? Was er een reden om dat forum niet te horen? Hoe kijkt de minister vandaag tegen de conclusies van de Rondetafel aan? Plant de minister een soort van rechtzetting?

05.02 **Daniel Bacquelaine (MR):** Tijdens de Rondetafels van de Interculturaliteit worden er zeer belangrijke thema's aangesneden met betrekking tot het samenleven en ons samenlevingsmodel. Er werd echter een visie op de samenleving naar voren geschoven waarin religie opnieuw een determinerende plaats in het sociaal en publiek leven krijgt. Met name het concept van de 'culturele en/of religieuze etnische' minderheden roept vragen op: hoe moeten we ons immers de toekomst van een samenleving voorstellen die zich zou ontwikkelen op grond van de religieuze opvattingen van de burgers in de publieke sfeer, en niet op grond van gemeenschappelijke en universele waarden die de integratie van zoveel mogelijk mensen mogelijk maken?

Op welke manier zal u al dan niet gevolg geven aan de besluiten van de Rondetafels van de Interculturaliteit?

05.03 Rita De Bont (VB): Het eindverslag van de Rondetafel voor de Interculturaliteit doet bij veel mensen de wenkbrauwen fronsen. Volgens voorzitter Marie-Claire Foblets verwoordt het verslag wat er leeft in de maatschappij – dan wel de maatschappij van de minderheid – en bevat het radicale voorstellen – dan wel radicaal voor de meerderheid. Het gaat gelukkig om adviezen, vooral voor de beleidsdomeinen van Gewesten en Gemeenschappen.

Zal de minister echt het voorstel dat wél betrekking heeft op een federale bevoegdheid, over de tien wettelijke feestdagen, in wet vertalen? Het bedrijfsleven vindt wisselende feestdagen verre van evident. Vooral het toerisme aan de kust ziet het wegvallen van sommige feestdagen echt niet zitten. Deze topdagen zijn goed voor een omzet van 6,8 miljoen euro per dag. Heeft de minister al contact opgenomen met het bedrijfsleven en de toeristische sector? Zal de realisatie van dergelijke maatregelen niet eerder leiden tot een polarisatie in plaats van tot een integratie?

05.04 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): De Rondetafels van de Interculturaliteit waren een initiatief van de federale regering in het algemeen. Het Verslagcomité was pluralistisch en evenwichtig samengesteld en het heeft in volle onafhankelijkheid kunnen werken. Ik was niet betrokken bij de debatten op de aanbevelingen, maar ik heb het verslag wel vier dagen eerder kunnen inkijken. De rol van mijn kabinet was strikt beperkt tot logistieke ondersteuning van de vergaderingen.

Natuurlijk was de joodse gemeenschap in het Verslagcomité vertegenwoordigd, onder meer in de persoon van opperrabbin Albert Guigui.

De joodse vertegenwoordiging in het Verslagcomité was inderdaad louter Franstalig, zoals de moslims uitsluitend door Nederlandstaligen vertegenwoordigd werden, in de persoon van Farid El Machoud.

Ik heb op 19 november verschillende vertegenwoordigers van de joodse gemeenschap ontvangen om naar hun grieven te luisteren. Ik heb erop gewezen dat, hoewel de wettelijke begrippen genocide en negationisme in de toekomst inderdaad naar andere gevallen moeten worden uitgebreid, zoals het Verslagcomité voorstelt, het niet opportuun is de specifieke verwijzing in de wet naar de genocide begaan door het Duitse nazi-regime te schrappen.

Bovendien herhaal ik hier mijn wens dat er bij de vorming van een volgende regering een interfederale adviesraad voor diversiteit zou worden opgestart, representatief voor de verschillende gevoeligheden en origines.

(Frans) Het verslag bevat interessante voorstellen inzake arbeid en onderwijs. Ik ben het echter niet eens met, bijvoorbeeld, de ideeën met betrekking tot de vakantiedagen, noch met de aanbevelingen inzake de afschaffing van de referentie.

Dit verslag, dat eenparig werd goedgekeurd, als communautair geïnspireerd bestempelen, lijkt me dan ook kort door de bocht en doet afbreuk aan de verdiensten van de leden van het comité, waarvan ook vertegenwoordigers van de lekengemeenschap en gerenommeerde universiteitsprofessoren deel uitmaakten.

Dit verslag richt zich tot de maatschappij, de verschillende beleidsniveaus, de media, de scholen, de maatschappelijke actoren. De regering heeft er nota van genomen en het ter informatie overgezonden aan de andere beleidsniveaus, die zelf zullen beslissen wat ze ermee aanvangen. Deze werkwijze is niet nieuw, ik zie niet in waarom ze dit keer dus communautair geïnspireerd zou zijn.

(Nederlands) Ik pleit voor een veel beperkter voorstel over de wettelijke feestdagen dan de Rondetafel heeft gelanceerd. De NAR zal zich daarover buigen, maar neemt zeker niet het voorstel van de Rondetafel als basis, want dat is niet haalbaar in de praktijk.

05.05 Jan Jambon (N-VA): De joden en moslims zijn wel degelijk vragende partij voor een paritaire communautaire vertegenwoordiging. Dat ligt ook bij hen gevoelig, wat erop wijst dat ze op dat vlak al heel

goed geïntegreerd zijn.

Ik hoor de minister graag zeggen dat niet alle conclusies van die Rondetafel de goedkeuring van de regering wegdragen. Ook onze partij vindt dat slechts een beperkt aantal van de aanbevelingen tot beleidsmaatregelen moet uitgroeien.

05.06 Daniel Bacquelaine (MR): Ik stel een diagnose van de wijze waarop dit document is gerijpt. Het weerspiegelt geenszins de veelheid van filosofische en politieke overtuigingen die aan bod zijn gekomen. Veel leden zijn uit de werkgroep gestapt en hebben dit document heftig bekritiseerd op grond van correcte argumenten.

De visie die in dit verslag naar voren wordt gebracht, waarbij de nadruk sterk wordt gelegd op het primeren van de eigen gemeenschap, heeft de aandacht getrokken van tal van intellectuelen, die zich hieromtrent hebben uitgesproken. Wie zegt dat het hier om een karikatuur gaat, heeft dit document maar heel oppervlakkig gelezen. Het verheugt me dat u stelt dat iedereen er maar van moet maken wat hij wil, en dat u bevestigt dat u er zelf niets zal mee doen. Dat is geruststellend, aangezien het om een waaier van opvattingen gaat, en meer bepaald om de omschrijving van het nieuwe concept van 'etnische, culturele en/of religieuze' minderheid. Dat heeft verwoestende gevolgen en maakt van religie een onwrikbaar en onontkoombaar gegeven in heel het maatschappelijk en publiek bestel. Een geloofsovertuiging is evenwel een private aangelegenheid. Het is zeer gevaarlijk om een persoonlijke overtuiging zoals het geloof te verbinden met feitelijke elementen zoals de etnie en de cultuur.

05.07 Minister Joëlle Milquet (Frans): Laten we ermee ophouden te stellen dat het geloof een private aangelegenheid is. Natuurlijk gaat het om een vrije keuze. Maar de Staat organiseert en financiert nu eenmaal de erediensten. Wie beweert dat er geen verband bestaat met de publieke sfeer, die weet niet in welk land hij leeft. Hier in België primeert de neutraliteit op de scheiding van Kerk en Staat.

Laten we niet langer doen alsof en blijven beweren dat religie uitsluitend tot de privésfeer behoort. Het is niet omdat sommigen het over erediensten hebben, dat wie dit thema aansnijdt de eigen gemeenschap vooropstelt en tegen integratie is. De eigen gemeenschap mag nooit vooropstaan.

05.08 Daniel Bacquelaine (MR): Zeker, maar in het verslag van de Rondetafels wordt nauwelijks naar de universele waarden verwezen. Een universele waarde zoals de gelijkheid van man en vrouw, wordt als betwistbaar voorgesteld. Dat is bijzonder ernstig. Akkoord, religie is een belangrijke kwestie, maar quota opleggen op basis van godsdienst om discriminatie tegen te gaan, dat is onaanvaardbaar.

05.09 Minister Joëlle Milquet (Frans): U hebt dat niet goed gelezen. Op het vlak van de werkgelegenheid gaat het om het bestrijden van discriminatie die bevolkingsgroepen van buitenlandse origine benadeelt.

05.10 Daniel Bacquelaine (MR): Dan moet ik het verslag dus opnieuw lezen!

05.11 Rita De Bont (VB): Ook mij verheugt het dat de minister niet te vinden is voor de voorgestelde regeling in verband met de wettelijke feestdagen. Met conclusies van een vergadering die ingaan tegen de kernwaarden van onze samenleving, moet men zeer omzichtig omspringen. Het uitgangspunt moet blijven dat nieuwkomers zich moeten inburgeren in onze samenleving. Een cultuur die zichzelf niet respecteert, kan geen respect of inburgering van anderen afdwingen. De aanbevelingen zullen zeker niet bijdragen tot een harmonieuze samenleving, wat toch de hoofddoelstelling was.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het voorstel om asielzoekers onder te brengen in vakantiecentra van vakbonden en ziekenfondsen" (nr. 1438)

06.01 Sarah Smeyers (N-VA): Het asielbeleid faalt en daardoor zitten duizenden mensen op straat. De minister heeft voorgesteld om asielzoekers onder te brengen in vakantiecentra van vakbonden en ziekenfondsen. Gaat dat niet ten nadele van Belgische gezinnen die vakantie willen nemen? Creëert men zo geen bijkomend aanzuigefect voor asielzoekers? Was er al overleg met de beheerders van die domeinen?

06.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Dit is eigenlijk de bevoegdheid van staatssecretaris Courard.

Het vakantiecentrum van Borzée is al aangeduid voor dit soort opvang. Dat vakantiecentrum was gesloten en telt ongeveer 500 plaatsen.

Mijns inziens is het verantwoord in vakantiecentra naar opvangplaatsen te zoeken, aangezien zulke centra van vakbonden en ziekenfondsen met overheidsgeld gesubsidieerd worden. Daarom heb ik het idee ook voorgelegd aan de regering.

06.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Men zou het asielprobleem beter structureel aanpakken, want gewoon bijkomende plaatsen creëren is geen oplossing.

06.04 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): In het wetsontwerp houdende diverse bepalingen staan maatregelen om de procedure te verkorten.

06.05 **Sarah Smeyers** (N-VA): Dat is een stap in de goede richting, maar veel te weinig.

06.06 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Voor meer is er een nieuwe regering nodig.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.04 uur.